

OBSERVATOIRE DE LUTTE

CONTRE LA CORRUPTION ET LES

MALVERSATIONS ECONOMIQUES

INTEGRITE



EQUITE

OBSERVATORY FOR FIGHT

AGAINST CORRUPTION AND

ECONOMIC EMBAZZLEMENT

TRANSPARENCE

**COMMUNIQUE DE PRESSE N° 014.../OLUCOME/06/2017 PORTANT SUR LES
LANGAGES DIFFERENTS DE PROPAGANDE DES HAUTES AUTORITES
BURUNDAISES FACE AUX PROBLEMES INFINIS DE PENURIE DE CARBURANT ET
DU DELESTAGE DE L'ELECTRICITE AU BURUNDI.**

« Les citoyens burundais n'ont pas besoin de multiples discours contradictoires et mensongers des dirigeants burundais mais plutôt des solutions réelles et durables aux problèmes auxquels ils font face notamment la pénurie infinie de carburant et de l'électricité et ces dirigeants devraient abandonner les messages mensongers de propagande politique offerts aux burundais considérés comme des citoyens qui ne voient rien devant tous ces mensonges. »

1. L'Observatoire de Lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME) lance encore une fois un cri d'alarme aux autorités burundaises pour résoudre dans les meilleurs délais le problème de pénurie de carburant et de l'électricité qui perdure au Burundi sans aucune solution durable alors que ces deux produits sont très importants pour réaliser la production de biens et services par conséquent augmenter le taux de croissance économique au pays.
2. L'Observatoire s'est exprimé à maintes reprises à travers des communiqués de presse et des correspondances adressées au Ministre de l'énergie et des Mines dans lesquels l'OLUCOME a proposé des voies de solutions durables pour résoudre ces problèmes de pénurie de carburant et de l'électricité mais jusqu'à l'heure actuelle ces calamités qui s'abattent sur notre pays semblent ne pas trouver des solutions effectives et durables si l'on tient compte des langages différents des hautes autorités face aux mêmes questions de carence de carburant et de l'électricité.
3. Au mois de mai de cette année, le Président de l'Assemblée Nationale a expliqué à la population de la province de Kayanza que cette pénurie de carburant est due aux personnes qui chargent les navires transportant le carburant qui sont arrivées tardivement après que ces bateaux aient pris leur départ. Quant au Directeur en charge des produits pétroliers au Ministère de l'Energie et des Mines a avancé entre autres deux raisons à savoir la panne informatique à l'Office Burundais des Recettes (OBR) qui a occasionné des retards dans les services de dédouanement dans un premier temps et le problème de déchargement de carburant dans les entrepôts qui a causé cette carence de carburant dans un second temps et avait affirmé à ce moment que le carburant sera disponible la semaine suivante, ce qui n'a pas été réalisé malheureusement.
4. La présidence de la République du Burundi argumente que cette pénurie du carburant est un effet causé par l'augmentation du parc automobile burundais à hauteur de 30% sur la période de 2015 à 2017 car la paix est totale au Burundi. Ce

mercredi, 7 juin 2017, le Ministre de l'Energie et des Mines à travers une conférence a annoncé que cette pénurie de carburant est due à la spéculation des pétroliers d'où il a mis en garde ceux qui serviront clandestinement le carburant qu'ils seront sanctionnés sévèrement. Ce message est contraire à ce qu'il avait déclaré à mi-avril 2017 à l'Assemblée Nationale devant les députés que la cause de la pénurie de carburant est le manque de devises au pays.

5. Lors de la 8^{ème} Conférence de la Communauté Est Africaine en cours sur le pétrole et le gaz tenue à Bujumbura, du 7 au 9 juin 2017, le même Ministre de l'Energie et des Mines a dit entre autre que le Burundi va tirer des leçons sur l'expérience des pays de la sous-région pour enfin, résoudre d'une façon durable ce problème de pénurie de carburant d'une part et que le Gouvernement va bientôt procéder à l'augmentation du prix de l'électricité d'autre part. L'OLUCOME trouve que les causes de cette pénurie de carburant exprimées par les hautes autorités sont changeantes du jour au jour et l'Observatoire se demande pourquoi le Gouvernement ne devrait pas adopter un seul langage face à cette question importante dans la vie de la Nation. L'Observatoire considère que ces discours des hautes autorités de moraliser la population en leur disant que tout va bien sur certains points alors que la réalité est autre, devraient être abandonnés car ce ne sont que des discours mensongers adressés à la population soit disant que celle-ci est incapable de déceler la vérité, ce qui n'est pas du tout correct.

6. Sur la question de la prochaine augmentation du prix de l'électricité, l'OLUCOME l'a déjà entendu parler à maintes reprises alors que les institutions gouvernementales et privées proches du pouvoir redevables devant l'entreprise REGIDESO ne songent pas à payer les arriérées de 60 milliards Francs burundais qui font régresser le fonctionnement de cette entreprise. A côté de ces arriérés, l'Union Européenne et la Banque Mondiale financent entre autres la REGIDESO pour faire fonctionner les groupes électrogènes qui permettent d'augmenter le niveau de l'alimentation en électricité au Burundi à la hauteur de 25 %. Sachant que le pouvoir d'achat de la population burundaise diminue progressivement depuis le début de la crise actuelle d'avril 2015 en se basant sur les chiffres du Fonds Monétaire International (FMI) de 2015 et 2016 où le revenu par habitant était respectivement de 315, 2 USD et de 284 USD, l'OLUCOME demande au Gouvernement de ne pas augmenter le prix de l'électricité car il serait une autre opportunité de sucer le pauvre contribuable à voir les impôts et taxes qu'il est appelé à s'acquitter aujourd'hui.

7. Au regard de ces difficultés notoires de pénurie infinie de carburant et de l'électricité au Burundi, l'OLUCOME voudrait encore une fois contribuer à leur résolution durable en donnant des recommandations suivantes à l'endroit du Gouvernement :
 - a. De rembourser à la REGIDESO toutes ses arriérés de 60 milliards Francs burundais pour éviter qu'elles soient payées par les pauvres clients de cette entreprise ;
 - b. De construire des barrages hydro-électriques pouvant servir tout le pays car il serait inconcevable de voir les pays désertiques à l'instar de l'Egypte et du Sud-Soudan qui n'ont pas de tels problèmes d'électricité alors qu'au Burundi, il pleut neuf mois par an ;

- c. De prendre des mesures de redressement dans le secteur pétrolier notamment la constitution du stock stratégique avec 28 milliards de Francs burundais collectés chaque année pour le fonds social et 250 millions de Francs burundais collectés chaque année pour le stock stratégique qui n'a jamais été constitué ;
- d. De diminuer l'impôt sur les produits pétroliers dans l'intérêt du citoyen burundais ;
- e. De privilégier la voie maritime dans l'importation du carburant ;
- f. D'observer la transparence dans la vente des devises ;
- g. D'effectuer le paiement des fournisseurs du carburant par ordre de livraison et de présentation des factures ;
- h. De cesser de vivre au-delà des moyens financiers dont dispose le Burundi ;
- i. Engager un dialogue franc avec tous les protagonistes en participant aux pourparlers inter burundais externes afin que l'activité économique et la coopération avec les partenaires reprennent en vue de développer les secteurs des produits exportables (coton, café, thé,...) et le tourisme dans l'objectif d'avoir une grande quantité de devises au pays pour enfin relever le produit intérieur brut et le revenu national.

Fait à Bujumbura, le 09/06/2017

Pour l'OLUCOME

Gabriel RUFYIRI

Président

